

## Le président du Sénat burundais affirme avoir mis à prix la tête d'un homme

@rib News, 27/09/2019 - Source AFP Le président du Sénat burundais, Ruvyirya Ndirakobuca, a annoncé qu'il avait mis à prix la tête d'un homme au plus fort de la crise au Burundi en 2015 pour quelque 2.450 euros, selon un enregistrement audio authentifié jeudi par l'AFP.

M. Ndirakobuca, qui a en conséquence suscité une polémique, a tenu ces propos lors d'une réunion publique le 11 septembre dans la commune de Marangara (nord). Il raconte que lors de sa première visite à Matana (sud), une des communes qui avait participé aux manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, "il y avait un homme qu'on appelait Kaburimbo (Goudron) qui avait un centre de santé où il formait des gens militairement. Il semait la désolation" dans la région. "Lorsque j'y suis allé, j'ai dit : +Je veux Kaburimbo, vivant ou mort contre 5 millions (de francs burundais, soit 2.450 euros)". "J'ai promis 5 millions si on me ramenait sa tête et c'est devenu ensuite une compétition" a-t-il dit, sans en révéler l'issue. "Une personne n'a pas le droit de perturber la sécurité d'une commune, il faut l'éliminer dans ce cas", a dit Ruvyirya Ndirakobuca. "Il ne reste plus qu'à demander à Dieu si on a commis un péché en protégeant ses brebis", a-t-il conclu, sous les rires du public. Ces propos ont enflammé les réseaux sociaux, de nombreux opposants et la société civile dénonçant "un appel au meurtre". "De quel droit peut-il décider de la mort des citoyens burundais, sans qu'ils soient jugés?", s'est demandé l'un d'eux. "Le Burundi a atteint le stade de la banalisation des crimes et de la terreur d'Etat", a renchérit une deuxième personne. "Ces propos viennent confirmer le rapport de la Commission indépendante d'enquête de l'ONU sur l'implication directe du pouvoir dans les crimes qui sont en train d'être commis", a conclu un autre. M. Ndirakobuca, troisième personnage de l'Etat et l'un des principaux dirigeants de l'extrême droite du CNDD-FDD (au pouvoir), avait déjà suscité une polémique en 2015 en menaçant de "pulvériser les quartiers" contestataires de Bujumbura. "Le président du Sénat a tenu ses propos parce qu'il ne pouvait pas accepter que cet homme continue de déstabiliser la commune de Matana, mais Kaburimbo n'a rien eu parce qu'il a fui le pays dès qu'il l'a appris. Il est toujours vivant", a réagi jeudi auprès de l'AFP, son porte-parole, Gabby Bugaga. Le Burundi est en crise depuis que le président a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été réélu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.